

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

English
italien español
srpski português
العربية Deutsch

Le 27 novembre 2011 Bush Blair coupables de crimes de guerre



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnational
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

Les banquiers ont pris possession de l'Europe: Goldman Sachs a saisi le pouvoir

par Paul Craig Roberts



Mondialisation.ca, Le 27 novembre 2011

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg ↑ 11 reddit 11 Share 2 Tweet

Le 25 Novembre, deux jours après l'échec de l'enchère sur les bonds du gouvernement allemand par laquelle l'Allemagne fut incapable de vendre 35% de ses offres de bonds sur 10 ans, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schaeuble a dit que l'Allemagne pourrait rétracter sa demande pour que les banques privées qui tiennent la dette souveraine en difficulté de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne, doivent accepter une partie de leur package de sauvetage en effaçant une portion de la dette. Les banques privées ne veulent en aucun cas perdre de l'argent et le font soit en forçant les gouvernements grec, italien et espagnol à apprécier les bonds en imposant des mesures d'austérité extrêmes à leurs citoyens, ou en ayant la BCE imprimer de l'Euros avec lesquels ils pourront acheter de la dette souveraine des banques privées. Imprimer de la monnaie pour compenser la dette est contraire à la charte de la BCE et effraie particulièrement les Allemands qui se rappellent de l'hyperinflation dans la période de la république de Weimar.

De manière évidente, le gouvernement allemand a reçu le message de l'échec orchestré de cette enchère de bonds. Comme je l'avais écrit à ce moment là, il n'y a aucune raison pour que l'Allemagne, avec son ratio dette-PIB relativement bas en comparaison de ceux des pays en difficulté, ne soit pas capable de vendre ses bonds (NdT: Roberts parle ici des Eurobonds).

Si la valeur du crédit de l'Allemagne est en doute, comment peut-on penser que celle-ci puisse sauver d'autres pays ?

La preuve que cet échec de l'enchère allemande sur ses bonds fut orchestré provient de celle à succès de l'Italie deux jours plus tard.

Étrange non ? L'Italie, le plus grand des pays de l'UE qui requiert un sauvetage de sa dette, peut toujours vendre ses bonds, mais l'Allemagne, qui ne requiert aucun sauvetage et dont on attend d'elle d'assumer un coût disproportionné du sauvetage de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne, elle n'a pas pu vendre les siens.

A mon avis, cet échec a été orchestré par le trésor américain (NdT: rappelons ici que Roberts est l'ancien assistant secrétaire d'état aux finances de Ronald Reagan et qu'il sait un peu de quoi il parle quand il fait ce genre d'affirmation...), la BCE et les autorités de l'UE, ainsi que par les banques privées à qui la dette souveraine en difficulté appartient.

Mon opinion est basée sur les faits suivants:

Goldman Sachs et des banques américaines ont garanti peut-être à hauteur de 1000 milliards de dollars ou plus de dette européenne par une assurance en vendant du Default Credit Swaps contre laquelle ils n'ont pas de réserve. Les honoraires que les banques américaines ont reçu pour avoir garanti la valeur des instruments de la dette souveraine européenne sont tout simplement allés directement en profits et dans les bonus des exécutifs. Ceci bien sûr est ce qui a ruiné le géant de

l'assurance américain AIG et qui a mené au package de sauvetage (TARP) aux dépens du contribuable américain et au grand profit de Goldman Sachs.

Si n'importe laquelle des dettes souveraine européennes fait défaut, les institutions financières américaines qui ont émises les swaps or des garantis sans provision contre la dette seront ferrées à l'hameçon pour de très larges sommes d'argent qu'elles n'ont pas. La réputation du système financier américain ne pourra pas survivre son défaut sur les swaps qu'il a lui-même fait. Ainsi, l'échec de la dette souveraine européenne renouvèlera la crise financière aux Etats-Unis (NdT: qui n'est pas fini loin s'en faut), demandant une nouvelle tournée de sauvetage et/ou une nouvelle tournée de facilitation quantitative de la part de la réserve fédérale, ce qui veut dire, imprimer plus d'argent afin d'honorer des instruments financiers irresponsables, dont l'existence a enrichi une petite poignée d'exécutifs.

Il est certain que le président Obama ne veut pas se lancer dans une année électorale en ayant à faire face à la perspective d'un échec haut en couleur du système financier américain. Ainsi, sans l'ombre d'un doute, la ministère des finances américain ne veut pas que l'Allemagne soit sur le chemin d'un sauvetage financier de l'Europe.

Les banques privées françaises, allemandes et hollandaises qui apparemment détiennent la vaste majorité de la dette en difficulté, ne veulent pas enregistrer de pertes. Soit leur comptabilité, déjà ruinée par les dérivatifs frauduleux de Wall Street, ne peut plus encaisser plus de pertes, ou ils ont peur de la baisse du prix de leurs parts par la baisse des rentrées alors qu'ils auront dû sortir des comptes de la mauvaise dette souveraine. En d'autres termes, pour ces banques, il y va de très grosses sommes d'argent, ce qui leur donne une énorme motivation d'écarter le gouvernement allemand de leurs déclarations de bénéfices.

La BCE n'aime pas du tout être une plus petite entité que la réserve fédérale américaine ou la Banque d'Angleterre. La BCE veut avoir le pouvoir de décréter des "facilitations quantitatives" par elle-même. La BCE est frustrée par les restrictions mises sur ses pouvoirs, restrictions qui viennent des conditions que l'Allemagne a requises afin d'abandonner sa propre monnaie et le contrôle qu'avait la Banque centrale allemande sur la création de la monnaie. L'UE veut plus "d'unité", ce qui veut dire moins de souveraineté pour les pays membres de l'UE. L'Allemagne étant le membre le plus puissant de l'UE, est en travers du chemin de la puissance que les autorités européennes veulent brandir et utiliser.

De ce fait, l'échec de la vente des Eurobonds allemands est un évènement orchestré pour punir l'Allemagne et donner un avertissement au gouvernement allemand de ne pas obstruer "l'unité" ou la perte de souveraineté individuelle des pays.

L'Allemagne qui a été intimidée depuis sa défaite de la seconde guerre mondiale, a été rendue constitutionnellement incapable d'être un leader fort et puissant. Tout signe apparent d'une Allemagne meneuse est rapidement réprimé en réminiscence du 3ème Reich. En conséquence, l'Allemagne a été poussée dans une Union européenne qui a pour intention la destruction de la souveraineté politique des gouvernements des pays membres, tout comme Abraham Lincoln détruisit la souveraineté des états de l'Amérique.

Qui règnera sur la Nouvelle Europe ? De manière évidente, les banques privées européennes et Goldman Sachs.

Le nouveau président de la Banque Centrale Européenne (BCE) est Mario Draghi. Il était le vice chairman et directeur de gestion de Goldman Sachs International et un membre du comité de gestion de Goldman Sachs. Draghi fut aussi le directeur exécutif italien de la banque mondiale, gouverneur de la banque d'Italie et un membre de conseil d'administration de la BCE, membre du comité directeur de la Bank for International Settlements (BIS, NdT: le QG des banques centrales qui siège à Bâle) et aussi un membre du comité des gouverneurs de la BRED, de l'Asia Development Bank, président du comité directeur du Financial Stability Board.

De toute évidence, Draghi va protéger le pouvoir des banquiers...

Le nouveau premier ministre italien, qui fut nommé et non pas élu, fut un membre de comité international de conseil de la Goldman Sachs. Mario Monti fut nommé à la commission européenne, une des organisation directrices de l'UE. Monti est le président pour l'Europe de la Commission Trilatérale, une organisation américaine qui pousse pour l'Hégémonie américaine sur le monde. Monti est un membre du groupe Bilderberg et un des membres fondateurs du groupe Spineilli, une organisation créée en Septembre 2010 pour faciliter l'intégration au sein de l'UE.

De la même manière qu'un banquier non élu fut installé à la tête de l'Italie, un banquier non élu fut installé comme premier ministre de la Grèce. Bien évidemment, ils sont censés produire la solution des banquiers à la crise de la dette souveraine.

Le nouvellement nommé premier ministre de la Grèce, Lucas Papademos, était gouverneur de la banque de Grèce. De 2002 à 2010, il fut le vice-président de la BCE; il est aussi un membre de la commission trilatérale.

Jacques Delors, un des fondateurs de l'UE, promit au congrès syndical britannique de 1988 que la commission européenne exigerait des gouvernements d'introduire une législation en faveur du travail. Au lieu de cela, nous trouvons la commission européenne contrôlée par les banquiers qui demande que le travail des Européens sauvent les banques privées en acceptant de plus bas salaires, moins de services sociaux et une retraite plus tardive.

L'Union Européenne, comme toute autre chose, n'est qu'une manipulation de plus pour concentrer la richesse en le moins de mains possible aux dépens des citoyens européens, qui sont destinés, tout comme les Américains, à être les serfs du XXIème siècle.

Article original en anglais : [Bankers have seized Europe: Goldman Sachs Has Taken Over](#)

Traduction : *Résistance 71*

*Articles de Paul Craig Roberts
publiés par Mondialisation.ca*



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Paul Craig Roberts, Mondialisation.ca, 2011

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27898

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par Polygraphx Multimedia © Copyright 2005-2009